



L'ÉCONOMIE AUTREMENT

30 initiatives dans toute la France

Vers une société du **bien-vivre**

Ce cahier spécial d'*Alternatives Économiques* est publié à l'occasion du Mois de l'économie sociale et solidaire (ESS). C'est dans ce cadre que nous organisons à Dijon, les 29 et 30 novembre, Les Journées de l'économie autrement (JEA). Cet événement, dont c'est la quatrième édition, traite de tous les enjeux du quotidien en mettant en valeur les initiatives portées par les organisations de l'ESS, du développement des territoires ruraux à la lutte contre le gaspillage, en passant par la création d'emplois, l'accès aux soins ou les conditions à réunir pour réduire les inégalités, etc.

Mais l'enjeu n'est pas seulement de limiter les dégâts du modèle dominant, il est aussi de développer sans attendre une économie soutenable et socialement juste. En engageant une transition énergétique qui profite à tous, en permettant à chacun d'accéder à une alimentation saine et bonne, en arrêtant de gaspiller les ressources, en prenant appui sur les capacités humaines des territoires pour développer des emplois réellement utiles.

Enfin, l'économie autrement, c'est réunir les conditions, au sein de la société, pour que ce nouveau modèle émerge. En développant de nouvelles façons d'entreprendre qui associent efficacité économique, soutenabilité et gouvernance démocratique, en revitalisant la démocratie à tous les niveaux, y compris au sein de l'entreprise, en repensant la place du travail et en inventant de nouvelles protections. Bref, nous voulons ouvrir des perspectives !

Dans une période où l'avenir paraît incertain, où le progrès est à réinventer, ce cahier spécial n'a pas la prétention de broser un panorama exhaustif des multiples initiatives qui fleurissent aujourd'hui. Nous avons limité notre tour d'horizon à quelques domaines : le développement des

territoires, l'insertion par l'emploi, la transformation de notre modèle agricole et alimentaire, la transition énergétique, l'action sanitaire et sociale. Mais ces exemples, qui ont souvent un caractère transversal, suffisent à faire mentir le discours néolibéral dominant qui voudrait que la poursuite du seul intérêt économique individuel soit le principal moteur de nos comportements. De fait, une part croissante des jeunes veut aujourd'hui s'investir dans des projets porteurs de sens, des millions de personnes se mobilisent chaque jour bénévolement pour faire vivre notre tissu associatif ou mettent leur épargne au service de projets solidaires. Bref, l'économie sociale et solidaire, quand elle est fidèle à sa promesse, apporte sa pierre à la construction d'un modèle d'activité producteur de bien-être, de bien-vivre, respectueux des limites de la planète, ouvert sur l'autre et sur le monde tout en étant ancré dans les territoires.

■ Philippe Frémeaux

POUR DÉCOUVRIR LE PROGRAMME
des Journées de l'économie
autrement 2019 et s'inscrire :
www.journeeseeconomieautrement.fr



Pôle de santé
du sud-ouest
mayennais
page 13

Collège des
transitions sociétales
page 7

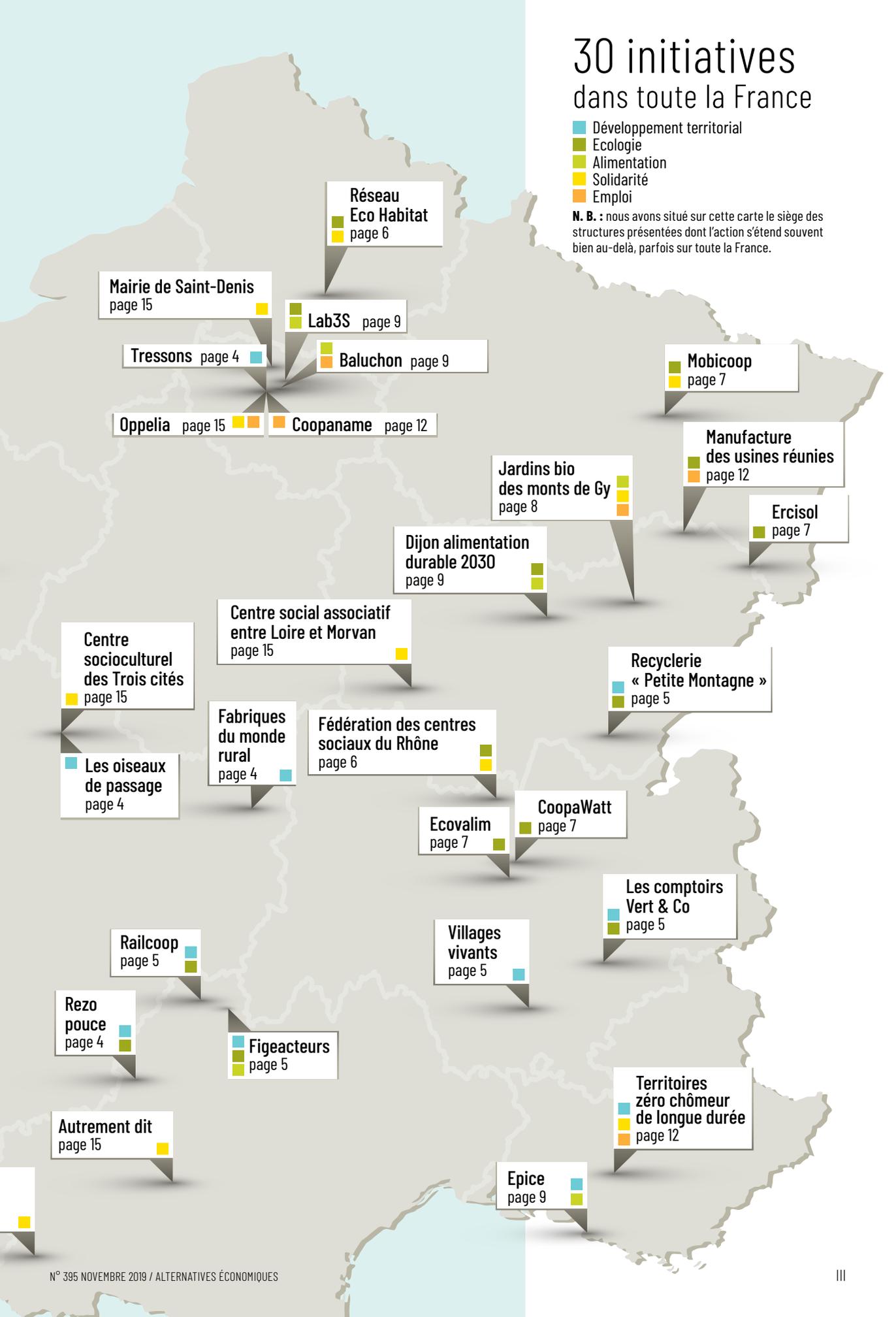
Envie
autonomie
page 10

Haut-Adour
générations
page 15

30 initiatives dans toute la France

- Développement territorial
- Ecologie
- Alimentation
- Solidarité
- Emploi

N. B. : nous avons situé sur cette carte le siège des structures présentées dont l'action s'étend souvent bien au-delà, parfois sur toute la France.



Réseau Eco Habitat
■ ■ ■
 page 6

Mairie de Saint-Denis
 page 15 ■

Lab3S page 9
■ ■ ■

Tressons page 4 ■

Baluchon page 9
■ ■

Mobicoop
 page 7 ■ ■

Oppelia page 15 ■ ■ ■ ■

Coopaname page 12 ■

Manufacture des usines réunies
 page 12 ■ ■

Jardins bio des monts de Gy
 page 8 ■ ■ ■

Ercisol
 page 7 ■

Dijon alimentation durable 2030
 page 9 ■ ■

Centre social associatif entre Loire et Morvan
 page 15 ■

Centre socioculturel des Trois cités
 page 15 ■

Recyclerie « Petite Montagne »
 page 5 ■ ■

Fabriques du monde rural
 page 4 ■

Fédération des centres sociaux du Rhône
 page 6 ■ ■

Les oiseaux de passage
 page 4 ■

Ecovalim
 page 7 ■

CoopaWatt
 page 7 ■

Les comptoirs Vert & Co
 page 5 ■ ■

Railcoop
 page 5 ■ ■

Villages vivants
 page 5 ■

Rezo pouce
 page 4 ■ ■

Figeacteurs
 page 5 ■ ■ ■

Autrement dit
 page 15 ■

Territoires zéro chômeur de longue durée
 page 12 ■ ■ ■

Epice
 page 9 ■ ■



Le développement rural passe par l'ESS

Dans les territoires ruraux, l'économie sociale et solidaire porte de plus en plus de projets, et dans des domaines très variés.

Les territoires ruraux n'ont pas dit leur dernier mot. Des démarches de transition écologique et de redynamisation économique y voient le jour, des « tiers lieux » ouvrent leurs portes et proposent ateliers, Repair Cafés, débats et espaces de *coworking*, favorisant l'émergence de projets. Ces approches sont souvent portées par des structures de l'économie sociale et solidaire (ESS). L'étude^[1] menée dans le cadre du projet Tressons^[2] le confirme : « L'ESS, c'est près de 18 % de l'emploi privé rural. L'action sociale et l'hébergement médico-social en représentent la majorité, mais on observe aussi un dynamisme dans le tourisme, le commerce et les arts et spectacles », résume Floriane Vernay, chargée de mission à l'Avise, structure œuvrant au développement de l'ESS et de l'entrepreneuriat social.

Là où les pouvoirs publics se désengagent et où les acteurs privés s'abstiennent, ce sont les citoyennes et citoyens qui trouvent des réponses. En particulier dans trois domaines, selon Patricia Andriot, élue locale et vice-présidente du Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES). La transition alimentaire, avec l'ouverture de magasins ou de marchés de producteurs. La cohésion territoriale, dans les services à la personne et les prestations sociales familiales (crèches) : « *le privé lucratif reste dans les métropoles ; seules les structures de l'ESS sont présentes sur l'ensemble du territoire* », souligne l'élue. Enfin, en matière d'innovation et de numérique : « *Les propositions réellement collaboratives relèvent de l'ESS.* » Et de citer la coopérative Les oiseaux de passage (créée à Poitiers) pour le tourisme chez l'habitant, la plate-forme de transport à la demande du pays de Langres ou le Rezo pouce pour l'auto-stop solidaire, un dispositif initié à Moissac (Tarn-et-Garonne)...

Les défis à relever sont financiers, mais pas uniquement. Le Mouvement



Tressons
Paris et Lille
ILE-DE-FRANCE
ET HAUTS-DE-FRANCE



Fabriques du monde rural
Ansauvillers (60), Combeaufontaine (70),
Revermont (01), Forêt de Belleville (23)



rural de jeunesse chrétienne (MRJC), qui compte 7 000 militants de 13 à 30 ans, développe des lieux de rencontre et d'animation, les Fabriques du monde rural. Dans quatre départements ruraux (Ain, Creuse, Haute-Saône et Oise), le MRJC achète et rénove lors de chantiers participatifs des locaux qui pourront accueillir des activités d'animation et de sensibilisation. « *Ce n'est pas évident de trouver des jeunes qui s'engagent sur six-sept ans* », souligne Gabrielle Beyl, directrice adjointe du MRJC. Mais à chaque fois, le MRJC a su travailler avec d'autres acteurs locaux pour rallier au-delà de ses cercles habituels : l'Association pour le développement des énergies renouvelables et alternatives (Adéra) en Haute-Saône, des groupements



Les comptoirs Vert & Co
Lans-en-Vercors (38)
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Un lieu pour la transition écologique

Et si on apprenait collectivement à faire des steaks végétaux maison ? Direction : Les comptoirs Vert & Co, dans l'Isère, un tiers lieu dédié à la transition écologique. On y trouve un café associatif, un espace de *coworking* et des animations zéro déchet... Situés à Lans-en-Vercors, sur un territoire rural de 12 000 habitants près de Grenoble, Les comptoirs ont ouvert en février dernier. Le but : s'interroger sur son bilan carbone et « *faire un pas en avant, d'où qu'on parte* », défend Dominique Clerc, la trésorière. Ils bénéficient de subventions (Ademe, Fonds européen agricole pour le développement rural et la communauté de communes du massif du Vercors) et développent la vente de leurs activités pour boucler un budget de 100 000 euros par an.



Recyclerie « Petite Montagne »
Arinthod (39)
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Dans le Jura, opération recyclerie !

« *Tous ces déchets qui partent à la benne, ça fend le cœur !* » Cette exclamation du gérant d'une déchetterie du Jura a donné l'idée de créer une recyclerie sur la communauté de communes de Petite Montagne, 7 000 habitants. Tout est parti de Juratri, devenu le groupe coopératif Demain, dont est issue la société coopérative d'intérêt collectif (Scic)* Clus'ter Jura, soutenue par le conseil régional. Le projet de recyclerie s'inscrit dans une action de redynamisation du territoire « Demain Petite Montagne ». Clus'ter Jura accompagne la structure portant le projet de recyclerie, l'Adapemont, qui offre déjà des emplois à une soixantaine de salariés en insertion. La recyclerie ouvrira sous peu ; elle compte valoriser 200 tonnes de déchets : mobilier, vêtements, électroménager...

*** Société coopérative d'intérêt collectif (Scic) :** ce statut, créé en 2002, est proche du statut de société coopérative et participative (Scop) mais s'en distingue en associant d'autres parties prenantes au-delà des salariés : bénéficiaires, collectivités territoriales ou autres.

agricoles d'exploitation en commun (Gaec) dans la Creuse...
« *Une gouvernance qui repose sur la coopération, c'est dans la culture de l'ESS, s'enthousiasme Patricia Andriot. Un atout considérable dans les territoires ruraux où les acteurs sont moins nombreux et plus isolés.* » ■ Céline Mouzon

[1] <https://frama.link/9rpkGqNX>

[2] Pour Territoires ruraux et économie sociale et solidaire, outils et nouvelles synergies, porté par l'Avise et le RTES.



© D.R.

Entretien

avec **Hugues Sibille**

Président de la Fondation Crédit coopératif et du Labo de l'ESS

« Le combat continue »

L'ESS est-elle au cœur de la transition écologique et solidaire sur les territoires ?

Elle ne saurait prétendre jouer ce rôle à elle seule ! Mais elle en est un puissant aiguillon parce qu'elle promeut un autre modèle d'entreprise que celui visant à la seule création de valeur pour l'actionnaire et construit des écosystèmes territoriaux résilients. Exemple : son rôle pionnier dans l'émergence du recyclage et de l'économie circulaire ou dans la production d'énergies renouvelables, les nouvelles mobilités ou l'alimentation bio et locale... Elle doit cependant progresser. Car si son impact social est bon, elle peut mieux faire sur l'impact écologique !

Pouvez-vous nous donner des exemples ?

Il y en a à la pelle : Enercoop devient une référence coopérative dans la distribution d'énergies renouvelables, Biocoop dans la distribution bio, Mobicoop dans la mobilité écologique et solidaire, Envie dans le recyclage, etc. Il y a aussi plein de petits nouveaux : Villages vivants, qui revitalise bourgs et villages ou, dans un tout autre domaine, Railcoop, qui veut proposer une nouvelle mobilité ferroviaire impliquant les citoyens, en relançant des lignes abandonnées. Citons aussi les nombreux écosystèmes territoriaux inspirés par l'ESS : Biovallée dans la Drôme, Clus'ter Jura, qui anime un pôle territorial autour du groupe coopératif Demain, Figeacteurs, qui rassemble autour d'une coopérative agricole innovante des acteurs de la transition énergétique citoyenne et des services au territoire...

L'ensemble de l'ESS est-il engagé dans ce mouvement ?

De plus en plus. Les Scic se développent à grande vitesse. Ce sont les entreprises territoriales de demain. De grandes maisons comme la Maif ou la MGEN accélèrent leur engagement sur la transition. Les outils de la finance solidaire et de la finance verte se perfectionnent. Mais nous ne faisons pas assez « système ». Et nous ne sommes pas encore dans le radar des politiques. L'ESS est ainsi absente du dernier plan gouvernemental sur la ruralité alors qu'elle pèse 18 % de l'emploi privé en zone rurale. Le combat continue ! ■ **Propos recueillis par Philippe Frémeaux**



Des **logements** moins énergivores pour tous

Réseau Eco Habitat, dans l'Oise, tout comme les centres sociaux du Rhône ont fait de la lutte contre la précarité énergétique une priorité.



nombreuses années d'expérience en tant que responsable régional au Secours catholique, Franck Billeau a tiré ce constat amer : « De nombreux dispositifs existent pour financer des rénovations, ainsi que les compétences techniques pour faire baisser la consommation d'énergie. Pourtant, 25 % des aides financières distribuées par le Secours catholique picard servent encore à payer des factures d'énergie excessives dans des logements mal isolés. » C'est dans ce contexte, pour accompagner des familles picardes précaires dans l'amélioration de la performance thermique de leur logement, que l'association Réseau Eco Habitat a été créée en 2014.

Identifier « les invisibles »

Première difficulté : identifier « les invisibles », comme les appelle Franck Billeau. C'est-à-dire ceux que l'Agence nationale de l'habitat (Anah) a du mal à atteindre. Car, si tant est qu'on ait connaissance des aides proposées, y recourir implique de savoir déchiffrer une littérature hermétique. Sans qu'il soit facilement mesurable, le taux de non-recours est donc important pour ce type d'aides. Pour identifier les foyers concernés, le Réseau s'appuie sur les bénévoles du Secours catholique, chargés de quadriller le territoire.

« Il faut compter 40 000 à 50 000 euros pour une rénovation. Quand le reste à vivre dépasse à peine 600 euros, la priorité est d'aider les ménages à trouver des financements », explique Franck Billeau. Réseau Eco Habitat fait ensuite réaliser l'essentiel des travaux par l'entreprise d'insertion du Chênelet, qui travaille à partir de matériaux biosourcés, c'est-à-dire fabriqués à partir de biomasse. Les

tâches de plomberie et d'électricité sont sous-traitées à des artisans locaux. Même le magasin Leroy Merlin de Compiègne a joué le jeu en renonçant à sa marge sur les produits vendus aux artisans pour ces travaux, afin de la reverser à Réseau Eco Habitat. En quatre ans, 50 rénovations ont été réalisées et le réseau entend développer les filières d'éco-matériaux (coton, lin,

La France compte sept millions de logements mal isolés et énergivores, dits « passoires thermiques », dont la rénovation revêt un double impératif. Ecologique d'une part, car l'habitat est responsable de 20 % de nos émissions de gaz à effet de serre, de par les rejets liés au chauffage. Social d'autre part, ces logements étant souvent habités par des ménages précaires qui se retrouvent avec des factures mirobolantes ou obligés de couper le chauffage afin d'avoir assez d'argent pour finir le mois. De ses



**Réseau Eco Habitat
Clairoix (60)
HAUTS-DE-FRANCE**



**Fédération des centres
sociaux du Rhône
Rhône
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**



Ecovalim
Vourles (69)
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Valoriser les biodéchets

Depuis 2011, Ecovalim collecte les biodéchets des restaurants et cantines de la région lyonnaise. L'objectif ? En faire du compost, produire des énergies vertes (gaz naturel pour véhicules GNV ou biocarburants à partir d'huiles végétales) et des objets biosourcés revendus aux restaurateurs. « *Nous fabriquons des seaux à champagne à partir de marc de café* », explique par exemple Jean-François Miellet, le fondateur. En vertu du principe « pollueur-payeur », les producteurs de déchets – tenus par une obligation de tri et de collecte depuis les lois Grenelle 2 (2010) – apportent à Ecovalim la majorité de ses recettes.



Ercisol
Foussemagne (90)
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



CoopaWatt
Grézieu-la-Varenne (69)
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

L'énergie citoyenne a le vent en poupe

Au départ, Ercisol (pour Energies renouvelables citoyennes et solidaires), c'est 35 habitants qui se sont regroupés pour encourager la transition écologique sur leur territoire. Dix ans plus tard, ils sont 200, et la société basée sur le Territoire de Belfort a



Mobicoop
Nancy (54)
GRAND-EST

Le covoiturage comme bien commun

Un tiers des émissions françaises de carbone étant lié au transport, amorcer une transition complète passe par le covoiturage. Pour ce faire, vous pouvez troquer BlaBlaCar pour la coopérative Mobicoop. Créée en 2011, elle ne prélève aucune commission sur les

trajets de ses 400 000 utilisateurs sur tout le territoire national. Pour assurer sa rentabilité, la plate-forme vient de fusionner avec le prestataire de services Covivo, qui aide des collectivités locales à développer des mobilités durables. La nouvelle version de Mobicoop.fr, attendue début 2020, intégrera de nouveaux services tels que la mobilité solidaire, l'équivalent de taxis gratuits entre habitants.



Collège des transitions sociétales
Nantes (44)
PAYS-DE-LA-LOIRE

Réconcilier collectivités et citoyens

La transition énergétique suppose de développer les coopérations entre collectivités et citoyens. Pour cela, Bernard Lemoult a fondé à Nantes le Collège des transitions sociétales, qui organise des journées de « déformation » à destination d'élus, associations ou entreprises des Pays-de-la-Loire. « *Déformation, car nous devons changer notre regard sur les questions environnementales* », explique-t-il. Moyennant une participation financière, cette structure propose également à quatre communautés de communes, dont l'île d'Yeu et le pays de Redon, de se faire accompagner dans leur transition par un réseau de structures partenaires, comprenant par exemple l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) ou des chambres d'agriculture.

chanvre...) et faire ainsi baisser leur prix. « *L'amélioration des conditions d'existence due aux travaux a permis à certaines personnes de reprendre pied dans la vie et même de retrouver un emploi* », se félicite Franck Billeau. Preuve que l'on peut conduire une transition écologique qui soit socialement équitable, et même vecteur de progrès social.

Conseils et incitations

C'est aussi la conviction de Pascale Gauthier, déléguée générale de la Fédération des centres sociaux du Rhône. « *Depuis deux ans, les 76 centres sociaux répartis sur le territoire ont accentué leurs actions en faveur du*

développement durable », déclare-t-elle. Les conseillers présents dans les centres accompagnent ainsi les familles pour réduire leurs factures d'eau et d'électricité. Mais cela ne suffit pas : il faut ensuite inciter les bailleurs sociaux à rénover les logements qu'ils gèrent. « *Nous aidons les habitants à faire valoir leurs droits pour obtenir ces rénovations, en leur expliquant les différentes démarches. Et nous essayons de dialoguer avec les bailleurs pour leur faire prendre conscience des enjeux liés à la rénovation thermique* », détaille Pascale Gauthier. Des travaux ont ainsi été lancés dans le quartier de Saint-Fons, à l'est de la métropole lyonnaise.

■ Aude Martin



Aussi bio que **solidaire**

Les Jardins bio des monts de Gy développent une production maraîchère tout en insérant 20 salariés handicapés. La réussite d'un modèle alliant solidarité et agriculture biologique.

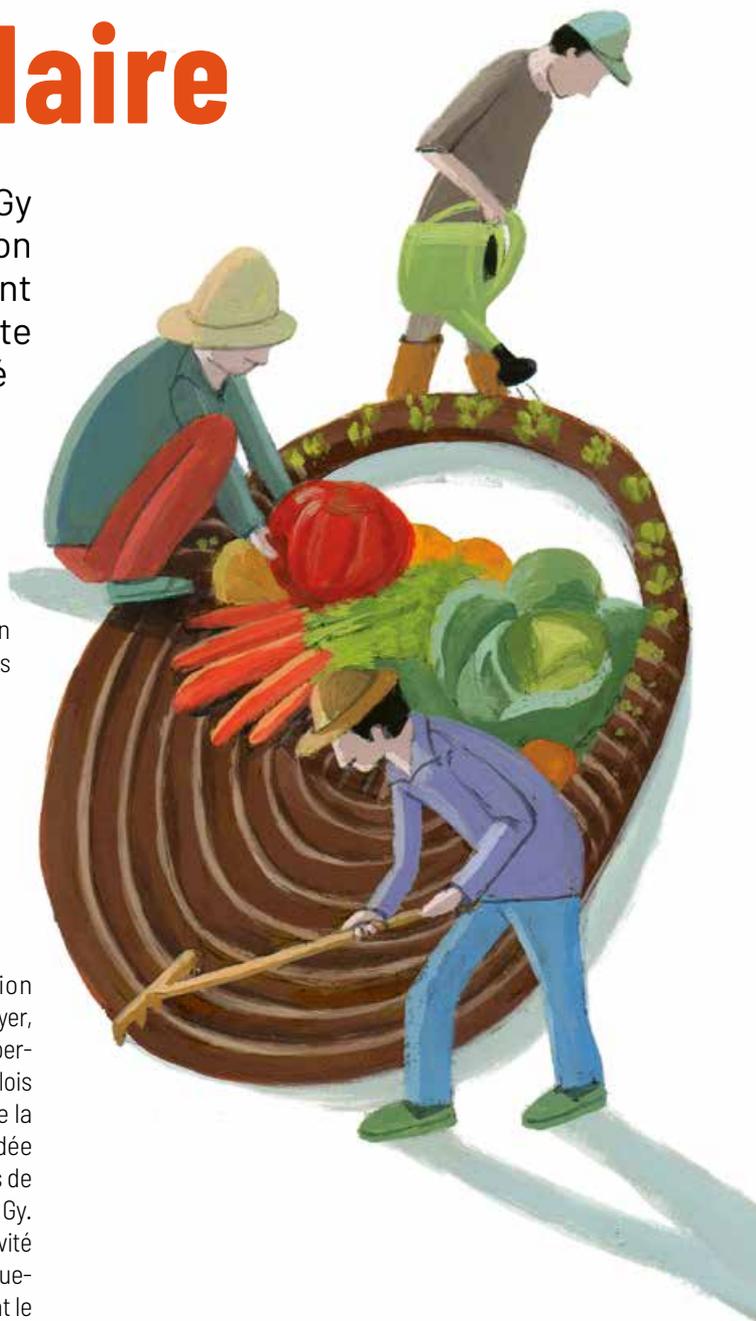
Des magasins en vente directe aux paniers de type Amap (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), en passant par les rayons des Biocoop et des cantines collectives des environs, les produits des Jardins bio des monts de Gy font florès dans les environs de Vesoul, en Haute-Saône. L'entreprise adaptée du même nom se développe à vitesse grand V et son accueil de salariés en situation de handicap prouve la réussite d'un modèle alliant solidarité et agriculture biologique.

Vivre de son travail

L'origine du projet remonte à 2012. L'Association franco-suisse d'action médico-éducative (Afsame)-Le Foyer, qui agit depuis plus de cinquante ans dans l'accueil des personnes en situation de handicap, a voulu créer des emplois adaptés pour pallier l'insuffisance de l'offre au sein de la région (comme ailleurs). Sur ce constat est ainsi fondée en 2012 l'entreprise adaptée des Jardins bio des monts de Gy, qui dispose de cinq hectares loués par la mairie de Gy. L'exploitation développe une production maraîchère, activité intense en travail. Une grande variété de légumes, uniquement bio, sont proposés aux particuliers en reproduisant le modèle des Amap : les clients souscrivent un abonnement qui leur donne droit à un panier hebdomadaire, de quoi assurer un revenu régulier aux producteurs. Et de quoi aussi permettre à nombre de travailleurs handicapés, physiques



**Jardins bio
des monts de Gy
Gy (70)**
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



ou mentaux, de vivre de leur travail. En échange, l'entreprise adaptée reçoit une aide au poste destinée à compenser la moindre productivité des salariés.

Sept ans plus tard, c'est un succès. Le terrain s'étend désormais sur 32 hectares, l'entreprise Jardins bio des monts de Gy emploie 20 personnes handicapées et cinq encadrants, et les paniers ne sont plus qu'une petite partie



Dijon Alimentation durable 2030
Dijon (21)
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Vers une alimentation durable

Démontrer à l'échelle d'un territoire que la transition agroalimentaire est vertueuse aux niveaux environnemental, économique et social : c'est tout l'objectif du projet Dijon Alimentation durable 2030 : « Pour mieux manger, il faut mieux produire, et mieux produire permet de mieux manger », résume Philippe Lemanceau, qui en assure la direction scientifique. Avec ce projet, la métropole de Dijon veut mobiliser tous les acteurs locaux, de la production à la consommation. Objectif : réorienter la production et modifier ses méthodes, tout en assurant des débouchés aux producteurs en modifiant nos façons de nous nourrir. Ainsi, l'objectif est de développer la production de légumineuses, des protéines végétales destinées à l'alimentation du bétail mais aussi humaine, en remplacement des protéines animales dans les cantines scolaires de Dijon.



Baluchon
Romainville (93)
ILE-DE-FRANCE

Manger solidaire à la maison ou au bureau

Vous souhaitez récupérer votre dîner prêt à être réchauffé ou encore vous faire livrer un déjeuner au bureau ? L'entreprise solidaire Baluchon propose ces services tout en promettant un achat éthique. Elle est installée depuis 2014 à Romainville, dans un quartier populaire de Seine-Saint-Denis, et les repas sont préparés par des salariés en insertion, c'est-à-dire des personnes éloignées de l'emploi à qui la structure propose une expérience profession-

nelle de dix à vingt-quatre mois dans la restauration ou la logistique. De plus, Baluchon utilise des produits de saison et principalement locaux.



Epice
Marseille (13)
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Equitable du Nord au Sud

Des huiles locales au café colombien, le grossiste Epice propose des produits secs et boissons issus de l'agriculture biologique. Le tout en pratiquant un commerce équitable, qui applique notamment un juste prix pour ses producteurs sud-américains comme pour ceux des Bouches-du-Rhône. La Scop Epice signifie d'ailleurs « éducation, promotion, information pour un commerce équitable ». Ses clients sont uniquement des professionnels, magasins, restaurateurs ou transformateurs.



Lab3S
Bondy (93)
ILE-DE-FRANCE

Un laboratoire pour les paysans urbains

Lab3S, pour « sols, savoirs, saveurs », est un lieu qui permet la rencontre et la collaboration entre chercheurs et entrepreneurs autour de l'alimentation et de l'agriculture urbaine. Initié par l'établissement public Est Ensemble et soutenu par la Caisse des dépôts et consignations, le projet s'est installé en 2017 à Bondy, sur le campus de l'Institut de recherche pour le développement (IRD). L'entreprise sociale et solidaire Moulinot, qui récupère des biodéchets pour des sites de biométhanisation ou pour les transformer en compost, a rejoint Lab3S. C'est également le cas de l'association sociale et solidaire Altrimenti, qui transforme des invendus alimentaires en pesto.

ainsi qu'à la grande distribution », explique Thierry Sauvageot, directeur du pôle Economie sociale et solidaire de l'Afsame.

L'année dernière, la structure a même développé une nouvelle activité en investissant dans une légumerie pour pouvoir transformer, conditionner et commercialiser ses légumes. A cette fin, elle a créé Idealbio, une entreprise d'insertion (EI) par l'activité économique qui emploie des chômeurs de longue durée en difficulté afin de leur remettre le pied à l'étrier. L'EI emploie ainsi six personnes. De quoi conditionner les légumes pour les vendre en moyennes ou grandes surfaces, mais également fournir des produits prêts à cuire à la restauration collective. Le restaurant administratif de Besançon compte par exemple parmi les clients de la structure. Au final, la grande majorité de la production de légumes des Jardins bio des monts de Gy est désormais écoulée auprès de professionnels.

Malgré ce développement rapide – le chiffre d'affaires pourrait atteindre un million d'euros cette année –, tout n'est pas rose. « Cela demeure compliqué d'être à l'équilibre financièrement », constate ainsi Thierry Sauvageot. La structure reste un prestataire comme un autre pour la grande distribution comme pour les magasins spécialisés qui lui achètent sa production au prix du marché. Et comme tout producteur agricole, l'entreprise est fortement soumise aux aléas météorologiques. L'année 2018 fut à ce titre catastrophique, avec une récolte très faible. Néanmoins, à l'instar d'autres initiatives, comme

de l'activité. « Nous possédons aussi deux magasins en propre, où travaillent également des personnes handicapées, l'un sur le site de production et l'autre à Gray, et nous vendons à des magasins spécialisés comme Biocoop

les Jardins de Cocagne, nés également sur les terres de Bourgogne-Franche-Comté, elle prouve qu'une agriculture biologique et solidaire peut être viable économiquement.

■ Justin Delépine



Quand autonomie rime avec **insertion**

L'entreprise d'insertion Envie autonomie 49 propose du matériel médical d'occasion rénové tout en créant des emplois pour les personnes exclues du marché du travail.

Corenthin, 35 ans, était en fauteuil roulant manuel, mais l'évolution de son handicap lui imposait d'acquérir un fauteuil roulant électrique coûtant 19 000 euros. Or, avec l'aide de la Sécurité sociale (qui verse pour cela un forfait de 3 900 euros), de sa mutuelle santé et du fonds départemental de compensation, il restait 12 000 euros à sa charge. Face à cela, il était prêt à renoncer à l'achat, quand il a entendu parler d'Envie autonomie, qui reconditionne les équipements médicaux. Il a ainsi trouvé le modèle qu'il cherchait pour 4 500 euros seulement. La Caisse primaire d'assurance maladie a accepté d'en prendre en charge la moitié, sa mutuelle santé et le département ont financé le reste. Ce projet de reconditionnement d'équipements médicaux est né en 2012 au sein de l'entreprise d'insertion Envie Anjou. Celle-ci a été sollicitée par le comité de liaison pour

les personnes en situation de handicap du département du Maine-et-Loire, « *lassé que, d'un côté, beaucoup de personnes n'arrivent pas à s'équiper et que, de l'autre, du matériel dorme dans les institutions ou chez les particuliers* », se souvient Philippe Robin, alors directeur d'Envie Anjou. L'idée a germé de mobiliser le savoir-faire du Réseau Envie qui, depuis 1984, remet sur le marché des produits électroménagers rénovés par des salariés en insertion. Et, en 2015, grâce au financement de fondations comme celles de Malakoff Médéric ou de la Macif, l'activité a pu être lancée dans un bâtiment de 1 000 m² avec ses quatre premiers salariés, dont deux en parcours d'insertion.

Lever les freins à l'emploi

Ils sont une douzaine aujourd'hui dont sept en insertion, soutenus par l'Etat. Pendant un parcours qui dure de quinze à dix-huit mois, ces salariés vont « *développer des compétences, lever les freins à leur accès à l'emploi et construire un projet professionnel* », explique Philippe Robin. Pour ce faire, ils rénovent des fauteuils roulants, manuels ou électriques, des lits médicalisés, du matériel de soin et de toilette ou d'aide à la mobilité... Tous sont récupérés auprès d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), de centres de rééducation ou de particuliers.

Huit entreprises d'insertion (à Angers, La Roche-sur-Yon, Nantes, Nancy, Rennes, Strasbourg, Montbéliard et Saint-Etienne) existent en 2019 sous le label Envie autonomie. Elles mobilisent aujourd'hui une soixantaine de salariés dont 45 en insertion. L'activité, dont les charges sont majoritairement financées par la vente du matériel, bénéficie dans de nombreux territoires du soutien de la

Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie^[1]. En parallèle, une société coopérative d'intérêt collectif (Scic) a été créée en 2019 pour porter le développement national



Envie autonomie 49
Angers (49)
PAYS-DE-LA-LOIRE



© D. R.

Entretien

avec **Marie-Guite Dufay**

Présidente du conseil régional Bourgogne-Franche-Comté

« L'emploi est une passerelle pour la réinsertion sociale »

Votre collectivité s'est engagée de longue date aux côtés des organisations d'insertion par l'activité économique...

Notre majorité régionale a choisi de confirmer un choix politique qui était une tradition en Franche-Comté : un soutien significatif et volontariste aux emplois d'insertion. Pour les personnes sans activité professionnelle depuis longtemps et qui sont fragilisées dans leur santé, leur famille, leur logement..., l'emploi est une passerelle pour la réinsertion sociale. Or, lorsque l'on a été durablement loin du marché du travail, tout doit être repris de zéro. Cela demande un encadrement de proximité et une écoute particulière, ainsi qu'un sens spécifique de la pédagogie. Nous sommes ainsi une des seules régions de France à contribuer fortement à chaque emploi d'insertion agréé par l'Etat, avec près de 2,6 millions d'euros chaque année. Nous aidons aussi les entreprises

de travail temporaire d'insertion, qui jouent un rôle irremplaçable. Ce soutien est étendu par ailleurs au secteur de l'aide à domicile. Nous investissons au total 30 millions d'euros sur le mandat dans ces deux secteurs. Nous avons ainsi accompagné la création de plus de 1 070 emplois de 2016 à 2018. Un choix qui porte ses fruits : notre taux de sortie vers l'emploi durable est supérieur à la moyenne nationale et ceci à travers aussi bien de petites structures comme le Lien Emmaüs dans la Nièvre ou des groupes historiques, comme Gare-BTT fondée en 1979, l'ensemblier DéFI dans le Nord Franche-Comté, les groupes Idées à Dijon ou Demain dans le Jura, qui lient avec succès écologie et insertion.

Comment changer d'échelle ?

Il faut, d'abord, avoir à l'esprit que l'apport de l'ESS est toujours transversal : l'emploi oui, mais aussi les mobilités inclusives,

la consommation et les circuits locaux, le développement équilibré des territoires, la vie culturelle et sportive pour tous... Elle répond à des besoins, avant de remplir des fonctions. Elle renoue le lien entre utilité sociale et création d'emplois, comme l'a démontré l'expérimentation Territoires zéro chômeur dans la Nièvre, que la région soutient. Ensuite, il n'y a pas d'emplois sans modèle économique viable. La région a ainsi mis sur pied, avec six partenaires, le Générateur BFC, qui a permis à près de 30 projets d'aboutir en trois ans grâce à un accompagnement adapté. Enfin, au-delà de l'ESS, le sujet est aussi de faire en sorte que la qualité de la gouvernance et les enjeux sociaux et écologiques soient une responsabilité collective pour toutes les entreprises. C'est pourquoi nous soutenons les Journées de l'économie autrement, qui ont déjà réuni près de 10 000 participants à Dijon et dans d'autres villes de notre région pendant le Mois de l'ESS. Afin d'ouvrir le débat sur ces questions à toute la société.

Propos recueillis par Ph. F.

de la démarche et associe le Réseau Envie ainsi que les différentes entreprises Envie qui portent le projet en attendant de trouver de nouveaux partenaires ^[2].

Philippe Robin se réjouit de l'amendement à la loi sur l'économie circulaire apporté par le Sénat en septembre et qui oblige à faire don du matériel médical non utilisé. L'enjeu pour Envie autonomie est aujourd'hui d'obtenir le remboursement par la Sécurité sociale des équipements reconditionnés. 12 000 équipements ont été collectés en 2018 par Envie autonomie. Un tiers de ces équipements ont été rénovés et redistribués, le reste étant démantelé pour être recyclé. Or, si la demande était plus importante, grâce à une prise en charge par le système de santé, au moins 40 % pourraient être rénovés et redistribués, estime Philippe Robin. De quoi créer des centaines d'autres emplois en insertion.

Citons pour finir le parcours de Gérard, 34 ans, salarié durant dix-huit mois par Envie autonomie 49. Reconnu travailleur handicapé suite à un accident de moto il y a huit ans, il avait échoué plusieurs fois à suivre des formations pour trouver un emploi en milieu ordinaire. Peu à peu, il a repris confiance, notamment parce qu'il a été valorisé par les encadrants et la chargée de mission insertion d'Envie autonomie 49. Il intègre une formation de moniteur d'atelier, réalise un stage au sein d'un établissement d'aide par le travail pour adultes handicapés grâce à Envie, qui maintient son salaire. Aujourd'hui, il y est moniteur atelier en CDI.

■ **Nairi Nahapétian**

[1] Présidée par le département, où siègent des représentants des régimes de base d'assurance vieillesse et d'assurance maladie.

[2] Elle a déjà bénéficié d'une levée de fonds de 1,3 million grâce au dispositif French'impact et au groupe de protection sociale Klesia.



Manufacture des usines réunies
Saint-Loup-sur-Semouse (70)
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Des maisons en bois fabriquées en usine

La Manufacture des usines réunies est à la fois une coopérative (une Scic) et une entreprise d'insertion. Depuis qu'elle a acquis ces statuts en juillet 2017, elle associe à son capital six de ses dix salariés permanents, mais aussi les entreprises Texo, CPP et ABC architecture ainsi que la commune de Saint-Loup-sur-Semouse. Six personnes en insertion sont accueillies sur des contrats de six mois à deux ans. Spécialisée dans la construction en usine de logements modulaires en bois massif, la Scic fabrique notamment des extensions d'habitat ou des locaux de type crèches, services publics, commerces... Les ouvriers en insertion, rappelle Jean-Philippe Orion, le directeur, « retrouvent des habitudes de travail et acquièrent une expérience dans tous les corps de métier du bâtiment. Ils peuvent ensuite trouver un emploi dans une entreprise de menuiserie ou de peinture, par exemple, ou une entreprise industrielle ».



Coopaname
Paris (75)
ILE-DE-FRANCE

Coopaname sécurise les entrepreneurs

Les coopératives d'activité et d'emploi (CAE) offrent aux entrepreneurs un accompagnement et un statut de salarié en contrat à durée indéterminée (CDI) ainsi qu'une protection sociale. Or, « alors qu'elles s'étaient étendues partout en France depuis le milieu des années 1990, il n'y en avait pas en Ile-de-France », rappelle Noémie de Grenier, directrice de Coopaname, qui a été créée en 2004 pour pallier cette absence. C'est désormais la plus grande. Elle réunit 750 porteurs de projets (graphistes,

accordeurs de piano, professeurs de danse, consultants spécialisés...), dont 350 associés en tant que coopérateurs car membres depuis plus de trois ans. Chacun verse 30 euros par mois à la CAE et 13 % de sa marge brute. Cela permet à la CAE d'assurer aux entrepreneurs des services comme la comptabilité ou la mise à disposition de locaux mais aussi des conseils et de l'accompagnement. Ainsi, Coopaname « réinvente le salariat sans subordination », explique Noémie de Grenier.



Territoires zéro chômeur de longue durée

Mauléon (79), Pipriac (35), Prémery (58), Thiers (63),
Tourcoing (59), Colombey-les-Belles (54), Colombelles (14),
Jouques (13), Villeurbanne (69), Paris (13^e).

Bientôt 200 Territoires zéro chômeur ?

Le dispositif Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD) a été lancé suite à une loi d'expérimentation votée en 2016. Il concerne aujourd'hui dix territoires de 5 000 à 10 000 habitants et a permis l'embauche en CDI de 850 chômeurs de longue durée dans douze entreprises à but d'emploi, auxquels s'ajoutent, précise Laurent Grandguillaume, président de l'association TZCLD, 350 emplois créés après un accompagnement par le comité local du dispositif. Pour créer une entreprise à but d'emploi, « on part du désir et du savoir-faire de la personne ». Seule condition : ne concurrencer aucune activité existante sur le territoire. Ainsi, sont nées des structures dans la transition écologique, le maraîchage, l'artisanat, le commerce de proximité... Le principe est « l'activation des dépenses passives » : une subvention équivalente à 18 000 euros par an et par personne est versée par le ministère du Travail à un fonds présidé par Louis Gallois^[1]. La stratégie nationale de lutte contre la pauvreté présentée en 2018 prévoit l'extension du dispositif au moyen d'une deuxième loi. Mais si une centaine de territoires se sont déjà dotés d'un comité local, ces annonces n'ont pas encore été suivies d'effet.

[1] Egalement président de la Fédération des acteurs de la solidarité.

DES ASSOCIATIONS PLUS ÉGALES QUE D'AUTRES

« Face aux difficultés qu'elles rencontrent, notamment liées à la baisse des subventions publiques et à des réglementations de plus en plus contraignantes, les petites associations ne sont pas aussi bien outillées que les grandes », rappelle la chercheuse Viviane Tchernonog^[1]. Elles se heurtent notamment « à la difficulté de trouver des dirigeants bénévoles, sachant qu'il s'agit là de fonctions très qualifiées ». Les associations de taille intermédiaire, elles, n'ont pas « les ressources humaines » pour accéder aux appels

d'offres, dont les modalités se sont complexifiées. Elles ont donc dû souvent augmenter la participation de leurs usagers, bien qu'elles s'adressent généralement à des publics précaires et remplissent des missions de solidarité. De façon inquiétante, depuis six ans, les associations dont le budget se situe entre 50 000 et 500 000 euros ont vu leur nombre baisser de 25 % et leur poids (budget cumulé) de 4 %. Quant aux très grandes associations, qui ont souvent pour mission de

« mettre en œuvre les politiques publiques », elles sont moins nombreuses, mais leur poids augmente, ce qui révèle un processus de concentration. Cela entraîne des risques d'exclusion des publics non solvables et peut remettre en cause l'indépendance associative vis-à-vis des pouvoirs publics. Parallèlement, les grandes associations employeuses ont tendance à se concentrer dans les grands centres urbains. N. N.

[1] Autrice de *Le paysage associatif français*, avec notamment Lionel Prouteau, Dalloz, 2019.



Des maisons de santé aux petits soins

Création de maisons de santé, défense des intérêts des patients..., associations et mutuelles consolident l'offre de soins sur les territoires, comme en Ille-et-Vilaine et en Mayenne.

Le Pôle de santé de la Vaunoise a été nommé d'après le cours d'eau qui traverse les trois villages de Bédée, Breteil et Pleumeleuc, à 40 kilomètres de Rennes, en Ille-et-Vilaine. Cette association regroupe depuis trois ans des médecins généralistes, sages-femmes, chirurgiens-dentistes, infirmiers, kinésithérapeutes, pharmaciens..., en tout une trentaine de professionnels de la santé. Sa fonction est de « leur permettre d'échanger sur leurs pratiques », explique Béatrice Allard-Coualan, sa coprésidente. Et du coup d'assurer « une meilleure orientation des patients et un accès aux soins coordonné » sur ce territoire de 11 200 habitants. Par exemple, explique-t-elle, il n'est pas nécessaire que tous les médecins généralistes soient présents en même temps le samedi matin, mais il faut s'assurer que les patients auront bien une « réponse rapide en cas de besoin », afin notamment de ne pas surcharger les urgences.

Pérenniser l'offre en médecins

Béatrice Allard-Coualan, qui est aussi présidente d'Equipes de soins et d'organisation territoriale (Essort), rappelle que, dans ce cadre, une vingtaine de projets semblables ont été accompagnés au cours de ces trois dernières années, le plus souvent sous le statut de société interprofessionnelle de soins ambulatoires (Sisa), directement financés par la Caisse primaire d'assurance maladie. Selon l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (Irdes), c'est un vecteur important de pérennisation de l'offre en médecine générale.

Gaby Bonnard, délégué mutualiste à Harmonie mutuelle en Ille-et-Vilaine, a de son côté ▶



Pôle de santé de la Vaunoise
Bédée, Breteil,
Pleumeleuc (35)
BRETAGNE

Pôle de santé du sud-ouest mayennais
Craon, Renazé (53)
PAYS-DE-LA-LOIRE



► rédigé un ouvrage ^[1] dont un chapitre est consacré aux professionnels de santé qui ont choisi de travailler autrement. Parmi ces expériences, celle du Pôle de santé du sud-ouest mayennais. « *Ce pôle a pris naissance au début des années 2000* », rappelle-t-il. Devant la menace de fermeture de l'hôpital et le départ en retraite de plusieurs médecins, professionnels de santé, élus et citoyens se sont « *mobilisés au-delà de l'opposition à la fermeture de l'hôpital pour réformer l'ensemble de l'offre de soins* ». Bilan : meilleure coordination et accès aux soins – notamment grâce à des consultations avancées de spécialistes certains jours de la semaine – et développement de la prévention. Le nombre de professionnels de santé sur le territoire a augmenté : depuis 2010, ce sont 32 arrivées de professionnels de santé pour 16 départs (essentiellement des départs en retraite).

Le rôle des mutuelles

Gaby Bonnard met aussi l'accent sur d'autres acteurs que sont les mutuelles et qui permettent plus globalement d'améliorer l'offre de soins sur le territoire. D'une part, ces complémentaires santé permettent de solvabiliser les patients, y compris les plus vulnérables. « *Les mutuelles n'ayant pas de dividendes à redistribuer aux actionnaires, ce sont les intérêts des usagers qui sont déterminants* », explique-t-il. Par ailleurs, dans des régions comme les Pays-de-la-Loire et la Bretagne, les mutuelles gèrent de nombreuses cliniques qui « *permettent d'accéder à des soins à des tarifs opposables ou des dépassements d'honoraires moindres que dans les cliniques privées* ». Enfin, elles s'impliquent également par leurs centres mutualistes, cabinets dentaires, ophtalmologiques ou infirmiers dans les organisations territoriales, qui permettent de mieux orchestrer l'offre de soins. Par exemple, le Pôle de santé du sud-ouest mayennais accueille un cabinet dentaire mutualiste qui est totalement partie prenante du pôle de santé. ■ N. N.

[1] Santé. Je veux qu'on m'écoute !, avec Etienne Caniard, Les éditions de l'atelier, 2019.



© D.R.

Entretien

avec **Marie-Martine Lips**

Présidente du Conseil national des chambres régionales de l'économie sociale et solidaire

« L'ESS est aussi un projet politique »

En quoi l'ESS porte-t-elle une autre vision de ce que sont les « vraies » richesses ?

L'ESS constitue une véritable alternative, car elle interroge le principe même de création de valeur. Pour elle, la culture, la solidarité, l'entraide, l'éducation ou la protection de l'environnement sont des richesses majeures, même quand elles ne sont pas monétisables. Amartya Sen avait développé, en 1990, l'indicateur de développement humain. Il faut désormais aller plus loin, inventer de nouveaux indicateurs et aussi une nouvelle comptabilité d'entreprise, et intégrer une vision de la production respectueuse du social et de l'environnement.

L'ESS est donc compatible avec la transition écologique ?

Oui, parce qu'elle refuse une économie concentrée sur le tout-marchand et ne place pas l'enrichissement financier au-dessus des enjeux humains et écologiques. De quoi aller vers une économie soutenable, changer nos modes de production, instaurer une gouvernance partagée et transparente des entreprises ainsi qu'une autre distribution des richesses. La majeure partie des entreprises de l'ESS applique ces principes, malgré les réglementations, normes et usages qui tendent à la rapprocher de l'économie « *mainstream* ». Il lui reste à prouver que leur extension est une condition nécessaire à la transition de notre économie.

A vous entendre, l'ESS n'est pas seulement un projet économique mais une autre vision du vivre ensemble ?

Bien sûr. L'ESS est aussi (et peut être avant tout) un projet politique dont la manifestation dans l'ordre économique n'est pas une fin en soi mais un moyen. Ainsi, les Scic permettent une appropriation citoyenne des moyens de production sur les territoires, aussi bien dans les énergies renouvelables, la production agricole et alimentaire ou la culture. De même, dans l'économie circulaire, l'ESS ne se limite pas au recyclage, mais travaille sur la prévention, le réemploi, comme l'illustrent les recycleries, les ressourceries, etc. Enfin, réaffirmons ici que la responsabilité sociétale des entreprises ne peut suffire à réconcilier capitalisme et intérêt général. Une société plus juste doit passer par un renouvellement de nos pratiques démocratiques, à tous les niveaux. ■ Propos recueillis par Ph. F.



**Centre social associatif
entre Loire et Morvan**
Fours (58)
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Moins seuls dans leurs démarches

« On informe le public et on l'accompagne dans toutes ses démarches administratives », explique Dominique Robichon, directeur du Centre social associatif entre Loire et Morvan situé dans le sud de la Nièvre. Après y avoir déposé ses enfants au centre de loisirs, on peut consulter les salariés du centre qui, dans le cadre d'une Maison de service au public, font le lien avec la Caisse d'allocations familiales et la Caisse d'assurance maladie, dont les antennes sont absentes du territoire. Par exemple, un habitant, à qui il manque des documents pour percevoir une allocation, est accompagné pour rédiger sa demande sur Internet... En tout, seize centres sociaux font ce travail dans la Nièvre, assurant également des actions culturelles, de l'aide aux aidants, etc.



Mairie de Saint-Denis
Saint-Denis (93)
ÎLE-DE-FRANCE

Des services publics accessibles à tous

« Saint-Denis est une ville de 114 000 habitants où se côtoient 140 nationalités et origines, et dont la démographie explose », résume Patrick Vassallo, adjoint au maire. Un travail a été fait sur le « temps de la ville » pour que les services municipaux soient surtout ouverts quand les usagers en ont besoin et que les services généraux (cartes d'identité, passeports, etc.), par exemple, se situent dans d'autres quartiers que le centre. Un dialogue a aussi été instauré avec des opérateurs comme La Poste, pour que leurs services demeurent accessibles dans des quartiers excentrés. Dans ce mouvement, les structures de l'ESS jouent un rôle important. Citons Partenaires pour la ville 93, « une association de

médiation dans l'espace public, notamment présente aux entrées et sorties d'école », explique l'élu. Ou la régie de quartier qui assure le ramassage des cartons sur le marché de Saint-Denis, en complément des services propreté. Et Emmaüs connect, pour l'accès numérique aux services publics.



**Centre socioculturel
des Trois cités**
Poitiers (86)
NOUVELLE-AQUITAINE

L'intergénérationnel en quartier prioritaire

En 2015, dans le quartier des Trois cités à Poitiers, le bailleur social Ekidom a transformé une barre de 200 logements en résidence intergénérationnelle : un tiers des logements a été refait à neuf pour les personnes à mobilité réduite. Un local a alors été mis à disposition. « Ouvert tous les après-midi, il est géré par un groupe d'habitants élus chaque année », explique Flora Guignard, animatrice du centre socioculturel voisin. On y propose différentes activités : musique, bricolage, cours d'anglais... Et la troupe de théâtre, composée principalement de retraités, fait désormais des représentations à l'hôpital, dans les écoles, lycées... Parallèlement, le centre socioculturel, notamment financé par la fondation AG2R La mondiale et la municipalité, fait, avec ce groupe, un travail de médiation. Par exemple, « au sujet d'un groupe de jeunes qui squatte dans la cage d'escalier ». Des réunions régulières sont organisées avec les habitants et le bailleur social.



Oppelia
Paris
ÎLE-DE-FRANCE

Associer aux projets les usagers de drogue

« Nous recevons tous les publics d'usagers de drogue gratuitement selon un principe d'accueil universel, sans demander de carte Vitale ou de pièce d'identité », explique Alain Morel, directeur d'Oppelia. 21 000 personnes ont

été accueillies en 2018 au sein de ses 40 établissements et centres de soins, d'accueil et de réduction des risques. Une « commission nationale usagers » permet la participation de ces derniers au fonctionnement de l'association et dans les parcours de soins pour un soutien de pair à pair : accueil, délivrance de matériels de réduction des risques (comme les seringues), sensibilisation en milieu festif... Aujourd'hui, l'association a créé une coopérative d'incubation de projets, Co-Oppelia, avec des projets entrepreneuriaux, de professionnalisation dans la « pair-aidance » ou autres (menuiserie, vente de produits en vrac...).



Autrement dit
Toulouse (31)
OCCITANIE

Pour une communication équitable

La Scop Autrement dit propose depuis 2010 des formations en langue des signes au sein des entreprises. Pour les personnes sourdes et malentendantes, la coopérative a mis en place des permanences afin de les aider dans leurs démarches administratives, par exemple auprès des banques ou des établissements scolaires. Autrement dit les accompagne aussi dans leur insertion professionnelle ainsi que les entreprises qui les accueillent, pour une « communication équitable ».



Haut-Adour générations
Bagnères-de-Bigorre (65)
OCCITANIE

Pour un bien vieillir

L'association Haut-Adour générations (HAG) vise à favoriser les échanges intergénérationnels pour permettre aux 60 ans et plus de bien vieillir. Proche de la ville de Bagnères-de-Bigorre, aux alentours de Tarbes, la structure est installée dans un « tiers lieu », où elle propose diverses activités autour de trois domaines : santé, bien-être et informatique.



franceculture.fr/
@Franceculture

L'émission à fort taux d'intérêt.



ENTENDEZ-
VOUS
L'ÉCO?

DU LUNDI
AU VENDREDI
DE 14H00
À 15H00

Tiphaine
de Rocquigny

En
partenariat
avec

Alternatives
Economiques



L'esprit
d'ouver-
ture.